



RÉSOLUTION 1

POUR UNE SUISSE ENGAGÉE EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS

Le second mandat du président Trump marque un tournant inquiétant : les droits humains et les mécanismes internationaux qui les protègent sont frontalement attaqués. Cette dynamique trouve des échos en Europe et en Suisse, nourrissant repli, discriminations et discours d'exclusion. Face à cette dérive, les membres d'Amnesty International Suisse réuni-e-x-s en Assemblée générale s'engagent à défendre fermement le multilatéralisme des droits humains, et à fédérer le mouvement en faveur de la promotion des droits humains sur le plan national.

Pays hôte de nombreuses organisations internationales, présidente du Conseil des droits de l'homme de l'ONU dont elle sera membre jusqu'en 2027, forte d'une tradition humanitaire reconnue, la Suisse aurait un rôle central à jouer au niveau multilatéral. Amnesty Suisse appellera le Conseil fédéral et les administrations concernées à protéger activement les institutions internationales menacées et à garantir le respect du droit international. Elle plaidera aussi pour que la Suisse applique pleinement les décisions des instances de justice internationale, à commencer par la Cour pénale internationale et la Cour européenne des droits de l'homme, et intègre de manière cohérente les droits humains dans son ordre juridique national et dans ses relations économiques et commerciales.

Dans un contexte international troublé, il est impératif que la Suisse joue non seulement son rôle de garante des droits humains sur la scène mondiale, mais aussi sur le plan national.

Amnesty, voix collective face aux reculs des droits

Des États-Unis à la Hongrie, en passant par l'Inde, l'Argentine ou la Turquie, la montée des autoritarismes favorise les discours de haine, les politiques sexistes, queerphobes, racistes et xénophobes. Ces dérives ne sont pas inéluctables : nous pouvons résister aux attaques menées contre les droits humains.

Les membres d'Amnesty Suisse s'engagent à rassembler toutes celles et ceux qui, dans notre pays, refusent la régression des droits fondamentaux et veulent agir pour une société plus libre, juste, inclusive et solidaire. Nous informons, sensibilisons et mobilisons une communauté engagée pour les droits humains. Ensemble, nous renforçons le mouvement suisse contre les discriminations et pour une société fondée sur la dignité et l'égalité.

Ces deux combats – sur le plan international et national – sont indissociables. Les sociétés tolérantes ne peuvent s'épanouir durablement sans un système international qui protège les droits fondamentaux. Inversement, ce système ne peut perdurer sans le soutien de citoyen-ne-x-s engagé-e-x-s pour en défendre les principes au niveau national.